



Au service
des peuples
et des nations



HARVARD
HUMANITARIAN
INITIATIVE



MINUSCA

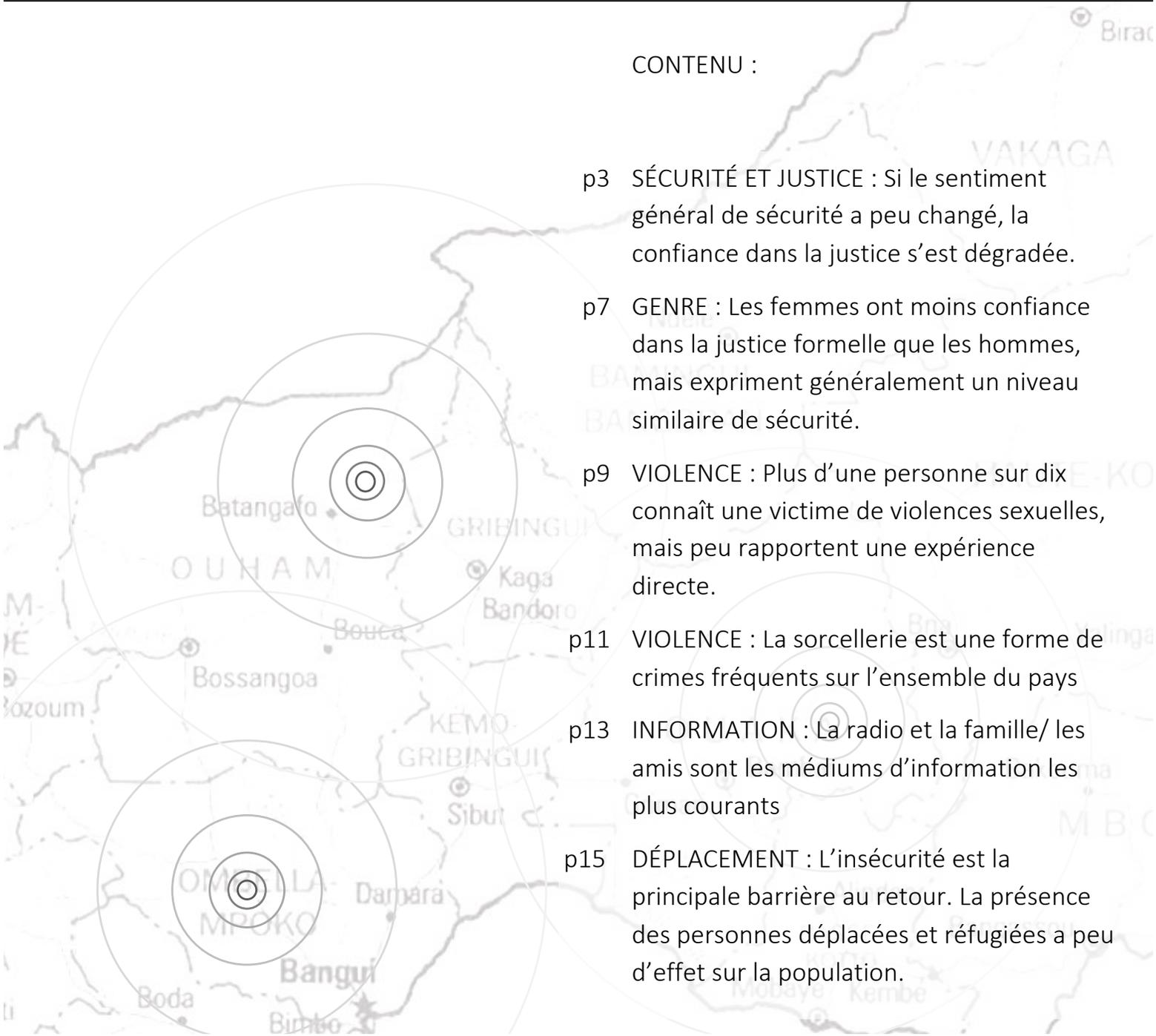
SONDAGES
PAIX, JUSTICE
ET SÉCURITÉ

RÉPUBLIQUE
CENTRAFRICAINE

RAPPORT 2 – MARS 2018

(Données de novembre – décembre 2017)

CONTENU :

- 
- p3 SÉCURITÉ ET JUSTICE : Si le sentiment général de sécurité a peu changé, la confiance dans la justice s'est dégradée.
 - p7 GENRE : Les femmes ont moins confiance dans la justice formelle que les hommes, mais expriment généralement un niveau similaire de sécurité.
 - p9 VIOLENCE : Plus d'une personne sur dix connaît une victime de violences sexuelles, mais peu rapportent une expérience directe.
 - p11 VIOLENCE : La sorcellerie est une forme de crimes fréquents sur l'ensemble du pays
 - p13 INFORMATION : La radio et la famille/ les amis sont les médiums d'information les plus courants
 - p15 DÉPLACEMENT : L'insécurité est la principale barrière au retour. La présence des personnes déplacées et réfugiées a peu d'effet sur la population.

Vinck P, Pham PN, Balthazard M, Magbe AS. *Sondages Paix, Justice et Sécurité, Rapport 2. (2018). Harvard Humanitarian Initiative, Programme des Nations Unies pour le développement*

À propos du sondage

Ce sondage est le second d'une série d'enquêtes menées en République Centrafricaine (RCA) pour fournir des données et des analyses sur la paix, la sécurité, la justice, la reconstruction et la cohésion sociale. L'objectif de ces sondages est de mettre à disposition des données fiables, valides et mises à jour de façon régulière pour informer tous les acteurs impliqués dans les efforts de reconstruction et de consolidation de la paix et servir de référence pour la planification et l'évaluation de ces efforts. Le projet est une initiative conjointe du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en collaboration avec la Harvard Humanitaire Initiative (HHI) et la MINUSCA Affaires civiles. HHI est responsable de la collecte et l'analyse indépendante des données, et de la rédaction des rapports, en collaboration avec l'ONG centrafricaine Echelle.

Les enquêtes de perception sont menées avec comme objectif de collecter des données représentatives de la population adulte en RCA au niveau des préfectures. Des adultes sont sélectionnés de façons aléatoires dans les préfectures sur tout le territoire de la RCA, sur-échantillonné à Bangui et dans cinq autres villes. L'échantillon est tiré de façon aléatoire en suivant une approche stratifiée à plusieurs niveaux et sur la base de la taille estimée de la population. Par design, l'échantillon est composé de 50% de femmes, interviewées par des femmes. Pour ce second sondage, un total de 6,555 entretiens a été effectué. Les entretiens sont conduits par des enquêteurs formés au cours d'une semaine de formation organisée par HHI, en partenariat avec l'ONG Echelle - Appui au Développement. L'analyse utilise un facteur de pondération pour refléter les différences de taille de population et probabilité de sélection entre strates. Les préfectures de la Basse et Haute Kotto et celle du Mbomou n'ont pu être couvertes pour raison d'insécurité. Seule la ville de Obo a été couverte dans la préfecture du Haut-Mbomou.

Préfecture	Échantillon
Bangui	1,766
Ombella-M'poko	1,093
Bamingui-Bangoran	431
Basse-Kotto	--
Haute-Kotto	--
Haut-Mbomou (Obo)	217
Kemo	431
Lobaye	216
Mamberei-Kadei	434
Mbomou	--
Nana-Manbere	432
Nana-Gribizi	216
Ouaka	432
Ouham	234
Ouham-Pende	216
Sangha-Mbaere	222
Vakaga	215
TOTAL RCA	6,555

*Marge d'erreur au niveau des préfectures de ± 5 points
de pourcentage au niveau de confiance de 95%*

Pour consulter le rapport en ligne et les cartes interactives, visiter www.peacebuildingdata.org/CAR

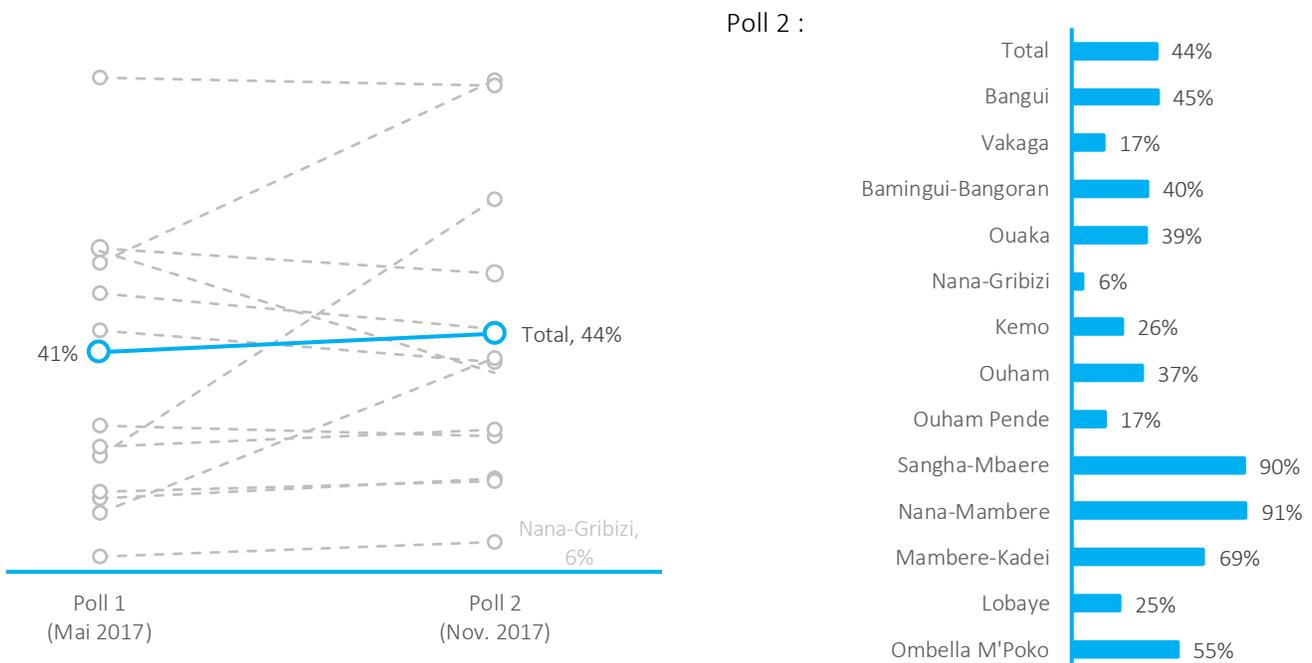
SÉCURITÉ ET JUSTICE : Si le sentiment général de sécurité a peu changé, la confiance dans la justice s'est dégradée.

Le projet de sondage comprend des indicateurs clés collectés à chaque sondage mesurant le sentiment de sécurité et la perception envers la justice au sein de la population. Ces données permettent l'analyse des changements au cours du temps.

Sentiment de sécurité

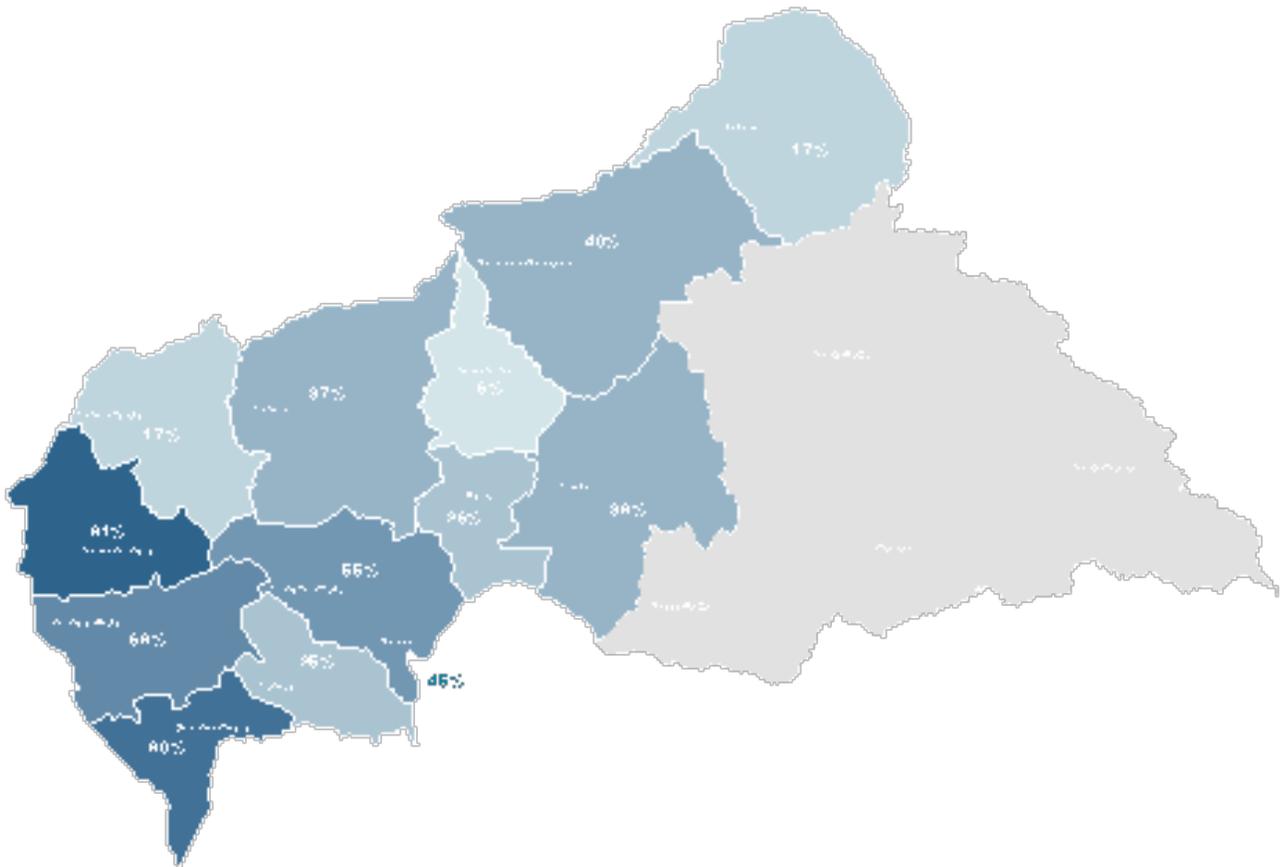
Rétablir la sécurité à la suite des violences et conflits est une étape essentielle pour la consolidation de la paix. Depuis le premier sondage, le sentiment général de sécurité a peu changé. Le pourcentage de répondants qui dit se sentir en sécurité est passé de 41% en mai 2017 à 44% en novembre de la même année. Toutefois, des différences plus marquées existent au niveau de certaines préfectures. Lors du second sondage, comparativement au premier sondage, un pourcentage plus élevé de répondants mentionne se sentir en sécurité dans les préfectures de la Bamingui-Bangoran (+29%), Nana-Mambere (+34%), et la Mambere Kadei (+48%), alors que pour la même période, le pourcentage de répondants se sentant en sécurité diminue de façon importante dans la préfecture de l'Ouham (-23%). L'évolution du sentiment de sécurité dans ces préfectures pourrait s'expliquer par le niveau de violence, réel ou perçu, dans ces préfectures.

Figure 1: Sentiment général de sécurité (% en sécurité)



Géographiquement, une majorité de répondants des préfectures du sud-ouest, notamment de la Nana-Mambere (91%), la Sangha-Mbaere (90%), et la Mambere Kadei (69%), indiquent se sentir en sécurité. Dans le reste du pays incluant Bangui, c'est moins d'une personne sur deux qui exprime la même chose. Les pourcentages de répondants disant se sentir en sécurité sont particulièrement bas dans la Vakaga (17%) et dans la Nana Gribizi (6%). Ces résultats indiquent que la sécurité demeure un problème pour la majorité de la population du territoire de la RCA. En général, ces résultats reflètent la violence observée dans les différentes préfectures.

Figure 2: Sentiment d'insécurité par préfecture (% en sécurité)

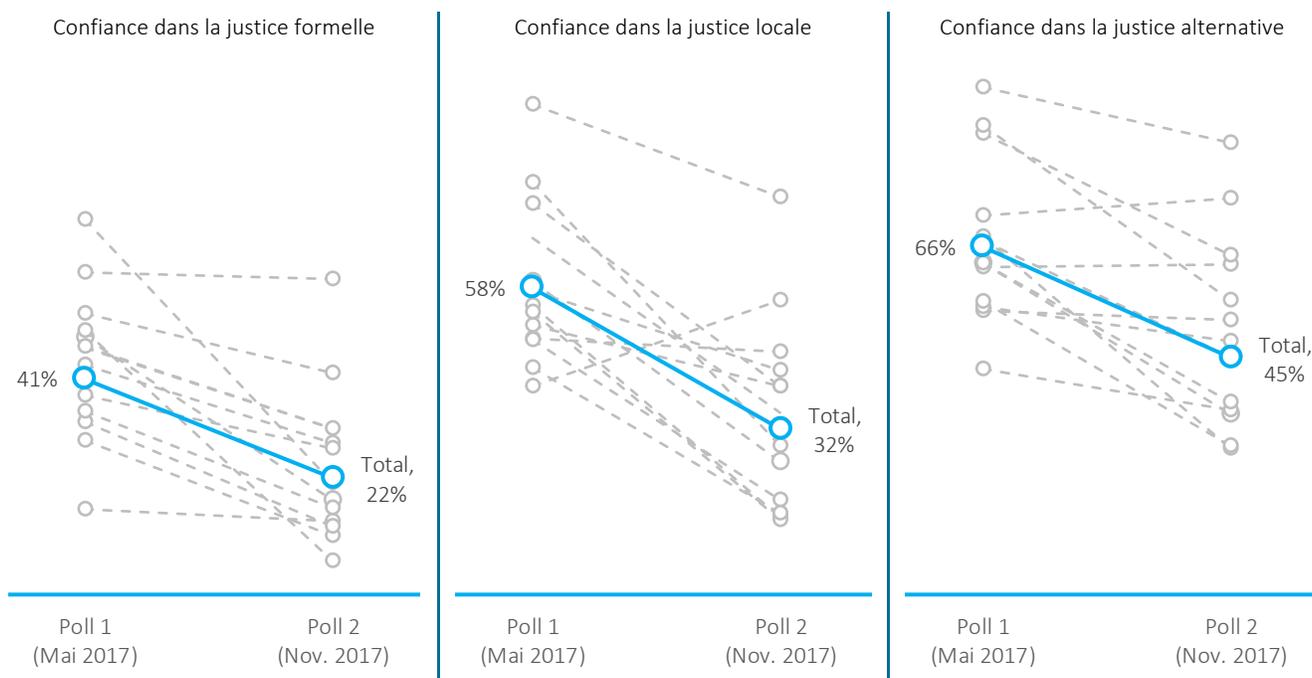


Confiance dans la justice

Si le sentiment de sécurité a peu changé entre le premier et le second sondage, la confiance en la justice s'est dégradée. La baisse de confiance est notable pour tous les types de justice examinés, avec une diminution de 41% à 21% de confiance dans la justice formelle, de 58% à 32% de confiance dans la justice locale ou coutumière, et de 66% à 45% de confiance dans la justice alternative (mécanismes de médiations par exemple par les chefs religieux ou associations) . Le pourcentage de répondants disant être confiant en la justice formelle demeure inférieur aux pourcentages de répondants faisant confiance en la justice alternative et locale.

Toutefois, mêmes pour la justice locale ou alternative, moins d'une personne sur deux disent avoir confiance en ces types de justice indiquant que la justice, qu'elle soit formelle, locale ou traditionnelle, est peu crédible pour une large portion de la population.

Figure 3: Confiance dans la justice (% confiants)



La baisse de confiance est observée dans l'ensemble des préfectures sauf dans la Lobaye et la Bamingui-Bangoran (justice formelle et traditionnelle), et la Mambere Kadei (justice locale et traditionnelle) - baisse de confiance inférieure à 5%. La diminution de la confiance en la justice est plus importante dans les préfectures de la Kemo, Nana Gribizi et de l'Ombella M'Poko pour la justice formelle (diminution de 30% à 51%) et locale (diminution de 35% à 50%), et dans les préfectures de l'Ouham Pende, Ouaka et Ombella M'Poko pour la justice traditionnelle (baisse de 21% à 40%).

La notion de confiance peut avoir différentes significations. Pour certains répondants, confiance peut vouloir dire présence de magistrats, accès et disponibilité des services. Pour d'autres, confiance peut signifier « une aspiration à la justice ». Par exemple, 15% et 17% des répondants disent qu'ils ont confiance en la justice parce qu'un jour ils auront un tribunal ou des juges, respectivement.

En ce sens, la baisse de confiance en la justice entre mai et novembre 2017, à tout le moins pour la justice formelle, peut être due en partie aux mouvements des magistrats. Dans la première moitié de l'année 2017, les magistrats ont été déployés hors de Bangui, créant peut-être un « espoir » de justice qui s'est atténué ou a disparu dans la seconde moitié de l'année lorsque plusieurs magistrats sont revenus dans la capitale.

Un second facteur explicatif pourrait être la situation générale dans le pays. Alors que la situation du pays semblait s'être améliorée en 2016, elle s'est par la suite graduellement détériorée avec attaques et déplacements de populations importants. Il est possible que la détérioration de la situation sécuritaire, notamment après les accords de paix en juin 2017, ait influencé la confiance de la population en la justice.

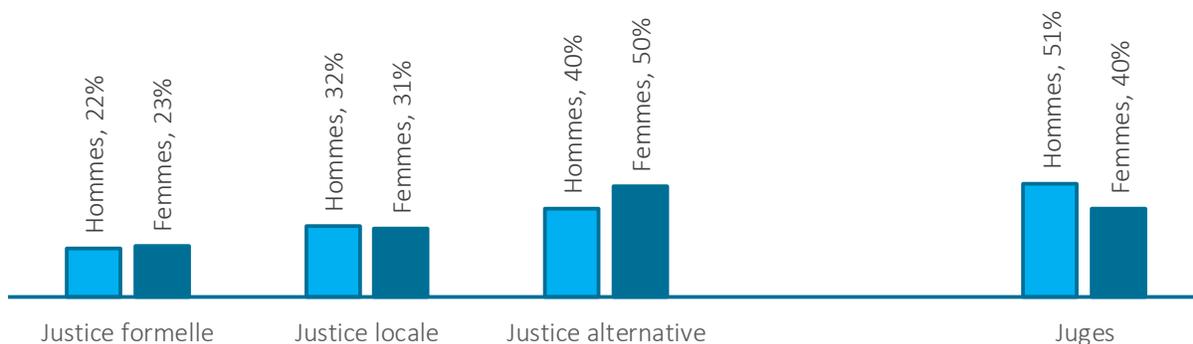
Table 1: Diminution de la confiance en la justice par préfecture (%)

	Confiance dans la justice formelle		Confiance dans la justice locale		Confiance dans la justice alternative	
	Poll 2	Difference Poll 2 v.1	Poll 2	Difference Poll 2 v.1	Poll 2	Difference Poll 2 v.1
Ombella M'Poko	18%	(-31%)	25%	(-34%)	34%	(-29%)
Lobaye	14%	(-2%)	40%	(-11%)	63%	(1%)
Mambere-Kadei	42%	(-11%)	46%	(-3%)	52%	(-2%)
Nana-Mambere	11%	(-18%)	76%	(-18%)	86%	(-11%)
Sangha-Mbaere	29%	(-15%)	43%	(-15%)	48%	(-7%)
Ouham Pende	13%	(-20%)	15%	(-40%)	28%	(-40%)
Ouham	32%	(-15%)	35%	(-33%)	45%	(-22%)
Kemo	21%	(-50%)	28%	(-50%)	64%	(-23%)
Nana-Gribizi	6%	(-44%)	14%	(-39%)	35%	(-8%)
Ouaka	32%	(-16%)	40%	(-35%)	56%	(-33%)
Bamingui-Bangoran	60%	(-1%)	56%	(16%)	76%	(3%)
Vakaga	28%	(-10%)	18%	(-30%)	37%	(-26%)
Bangui	16%	(-19%)	15%	(-28%)	28%	(-27%)
Total	22%	(-19%)	32%	(-27%)	45%	(-21%)

GENRE : Les femmes ont moins confiance dans la justice formelle que les hommes, mais expriment généralement un niveau similaire de sécurité.

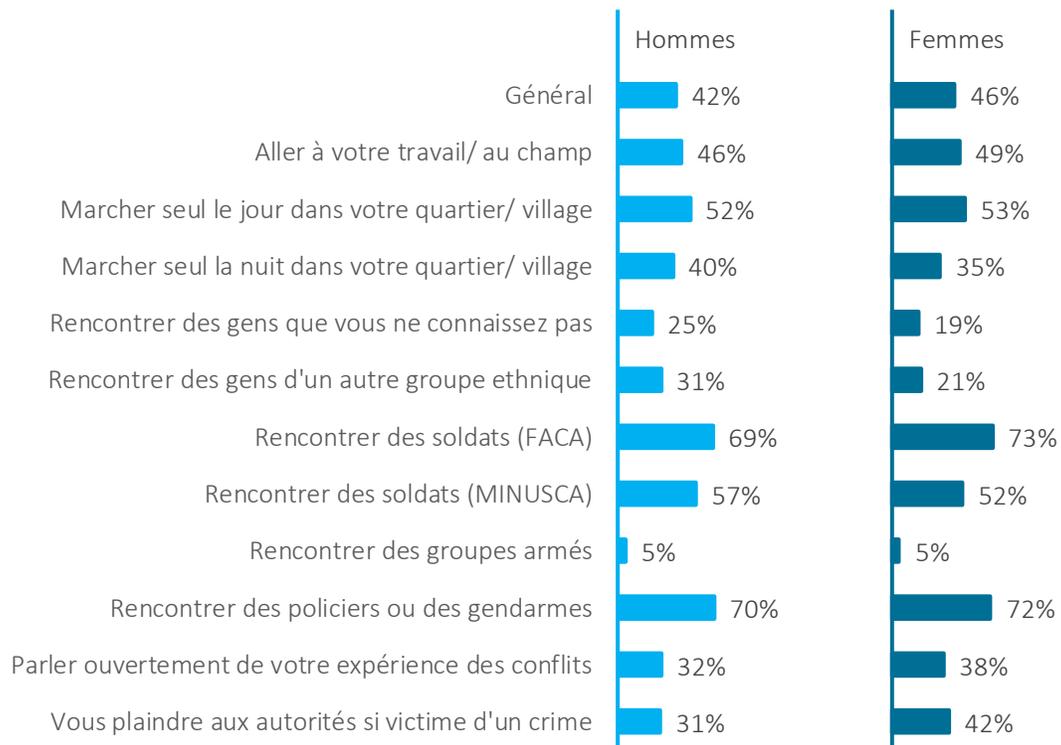
Une femme sur cinq (23%) et moins d'une femme sur trois (31%) exprime avoir confiance dans la justice formelle et locale, respectivement – des pourcentages similaires à ceux des hommes (22% et 32% respectivement). Toutefois, alors que 40% des hommes disent avoir confiance dans la justice traditionnelle, ce pourcentage est de 50% pour les femmes. Bien que le pourcentage d'homme et de femme exprimant avoir confiance dans la justice formelle soit similaire (22% contre 23%), un pourcentage plus élevé d'hommes (50%) dit avoir confiance dans les juges, en comparaison avec les femmes (40%). Ces résultats reflètent l'impression générale que les femmes ont moins confiance dans la justice formelle.

Figure 4: Confiance dans la justice par genre (% confiants)



Le sentiment de sécurité des femmes et des hommes a également été comparé dans 12 situations courantes. De façon générale, les pourcentages de femmes et hommes qui disent se sentir en sécurité sont similaires que ce soit pour aller au travail ou au champ, marcher seul le jour ou la nuit, rencontrer des étrangers ou des personnes armées (forces ou groupes armés), et parler de leur expérience durant les conflits. Les femmes semblent se sentir moins en sécurité que les hommes quand elles rencontrent des personnes appartenant à d'autres groupes ethniques (femmes : 21% ; hommes : 31%), mais plus en sécurité quand elles se plaignent auprès des autorités d'être victime d'un crime (femmes : 42% ; hommes : 31%). Toutefois, même dans cette dernière situation, seulement près d'une femme sur deux indique se sentir en sécurité lorsqu'elles portent plainte aux autorités. Ce sentiment d'insécurité peut expliquer le faible recourt aux mécanismes formels en réponse à un crime tel que décrit dans le premier rapport de sondage.

Figure 5: Sentiment de sécurité dans différentes situations par genre (% en sécurité)



VIOLENCE : Plus d'une personne sur dix connaît une victime de violences sexuelles, mais peu rapportent une expérience directe.

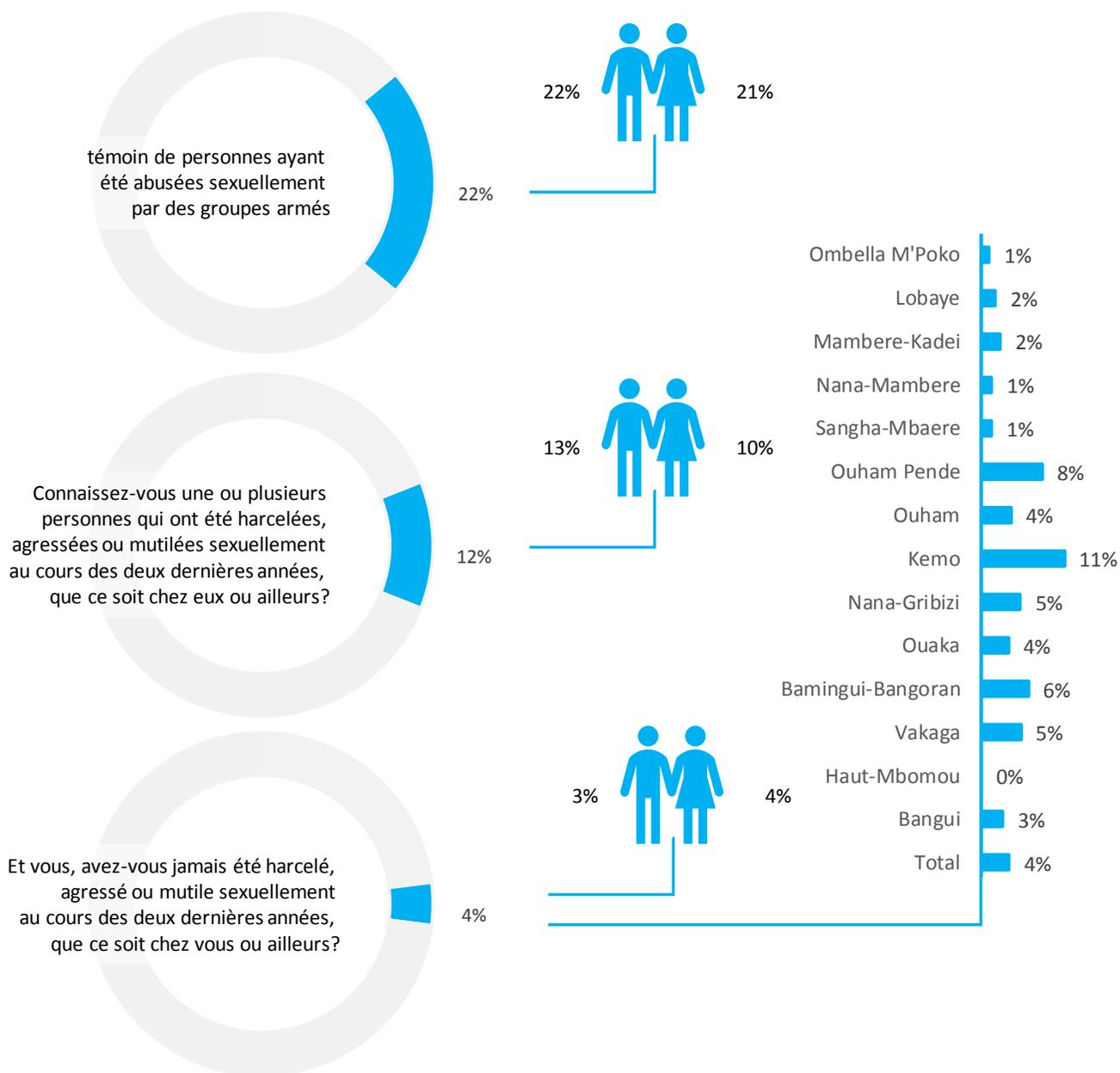
Les agressions à caractère sexuel sont fréquentes en situation de conflits. Cependant, le stigma associé à ce type d'agressions fait qu'elles sont souvent sous-déclarées. Les questions sur les agressions à caractère sexuel indiquent qu'il y a peu de différences entre les femmes et les hommes. Interrogées sur les agressions à caractère sexuel, 10% femmes et 13% des hommes ont mentionné connaître au moins une personne qui avait été victime d'harcèlement, d'agression ou de mutilation sexuelle dans les deux dernières années, et 4% des femmes et 3% des hommes disent être victime de telles agressions pendant la même période. Ce dernier résultat est similaire à celui observé lors du premier sondage.

Spécifiquement liées aux conflits, 21% des femmes et 22% des hommes disent avoir été témoin de personnes ayant été abusées sexuellement par des groupes armés, et 3% des femmes et 1% des hommes reportent avoir été victimes de violences sexuelles par un groupe armé.

Dans la zone de Bangui (8 arrondissements de Bangui et deux zones de Begoua et de Bimbo), 5% des femmes ont dit connaître une personne victime d'agression à caractère sexuel, alors que le pourcentage augmente à 11% pour les hommes. 3% des femmes et 2% des hommes ont signalé avoir été victime d'une agression à caractère sexuel. En dehors de la zone de Bangui, c'est 13% des femmes et 14% des hommes qui disent connaître une victime alors que 5% des femmes et 3% des hommes mentionne avoir été victime d'agression à caractère sexuel.

L'incidence des agressions à caractère sexuel sur les deux dernières années (femmes et hommes ensemble) varie grandement avec fonction des préfectures. L'incidence est de 5% et plus dans les préfectures où les conflits sont les plus saillants (Vakaga, Nana-Gribizi, Bamingui-Bangoran, et Ouham Pende), alors qu'elle est de moins de 5% dans les préfectures considérées plus sécuritaires (Ombella M'Poko, Nana-Mambere, Sangha Mbaere, Mambere Kadei, Lobaye, Ouham, Ouaka et Bangui). Le fait que la Kemo est un carrefour important pourrait expliquer l'incidence élevée (11%) d'agressions à caractère sexuel dans cette préfecture.

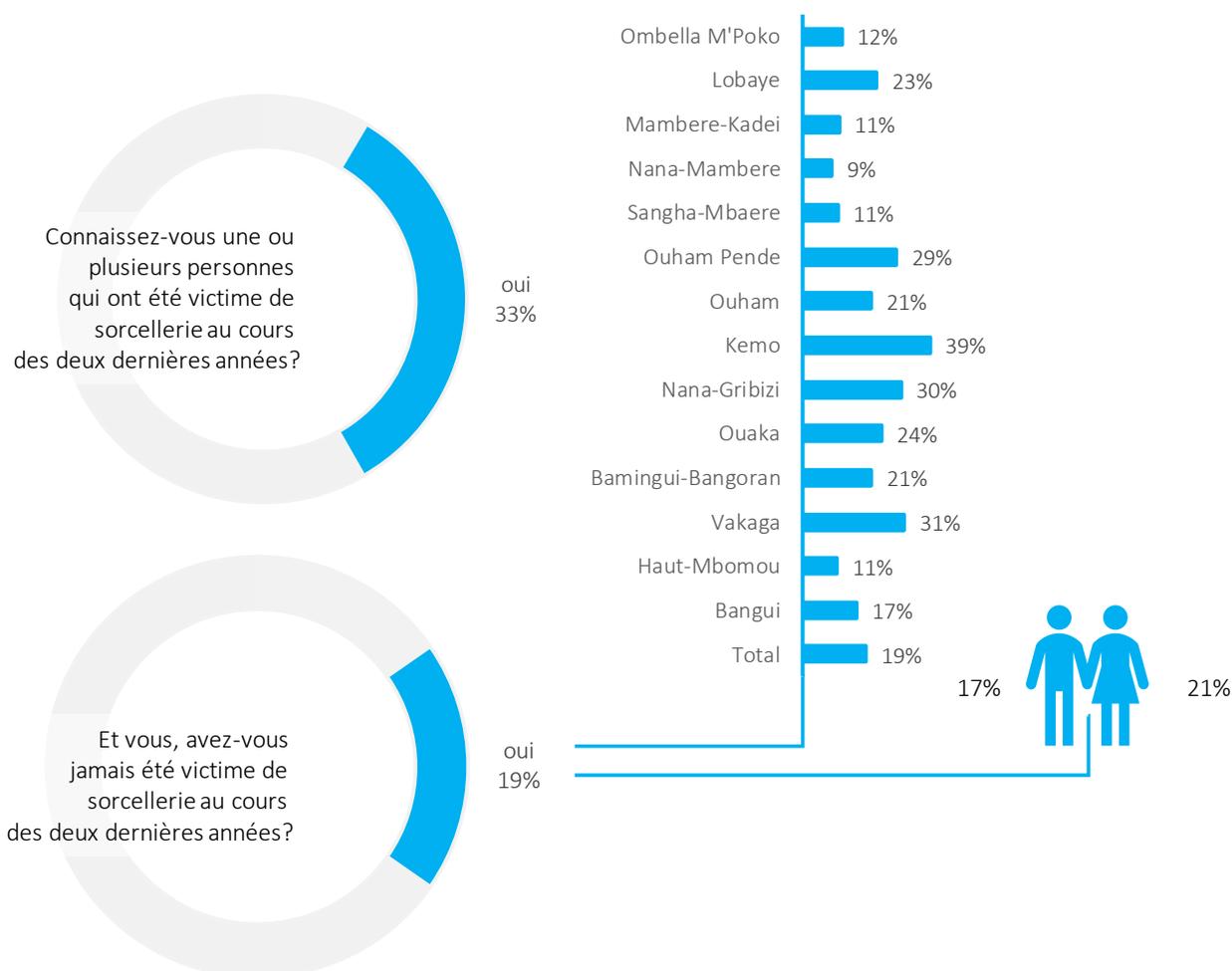
Figure 6: Agressions à caractère sexuel dans les deux dernières années, total et par genre (Poll 2) (% victimes)



VIOLENCE : La sorcellerie est une forme de crimes fréquents sur l'ensemble du pays

La sorcellerie est prédominante en RCA. Plus d'un répondant sur trois (35%) dit connaître une personne qui a été victime de sorcellerie dans les deux dernières années, et 19% mentionnent avoir été victime de sorcellerie pendant la même période. Parmi les femmes, 30% des répondantes, comparativement à 36% des hommes, disent connaître une victime et 21% des femmes, comparativement à 17% des hommes, indiquent qu'elles en ont été victime. Il faut noter que les données judiciaires collectées séparément par le projet suggère que les accusations de sorcellerie sont relativement fréquentes¹ dans le système judiciaire, et concernent généralement des accusés qui sont soit mineurs ou de sexe féminin.

Figure 7: Sorcellerie dans les deux dernières années, total et par genre



¹ Aux tribunaux de grande instance de Bangui et Bimbo, la sorcellerie et le charlatanisme représentent 7% et 4% des délits retenus pour le second et troisième trimestre de 2017, respectivement.

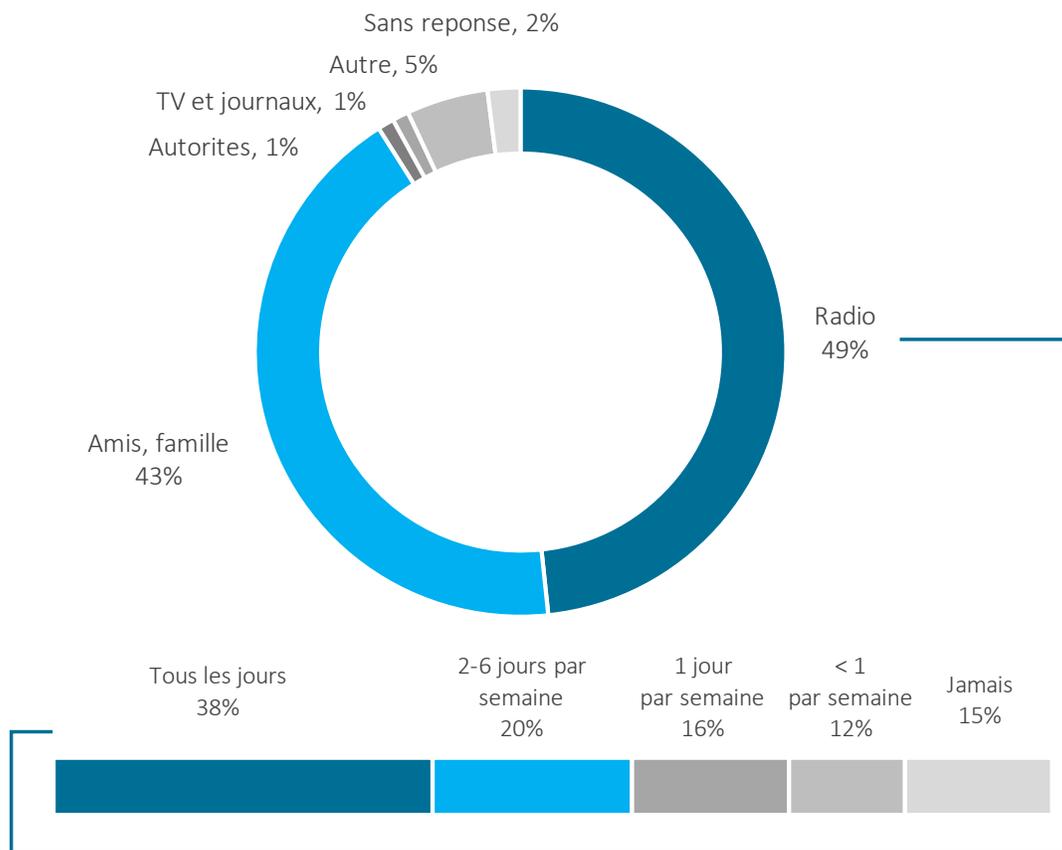
La sorcellerie est présente partout mais le pourcentage de personnes disant en avoir été victime varie en fonction des préfectures. Moins d'une personne sur dix dit être de victime de sorcellerie dans la Nana-Mambere ; 39% des répondants reportent la même chose dans la Kemo. Les diverses définitions et aspects que la sorcellerie peut prendre en fonction des régions et zones du pays (zones forestières, riveraines, etc...) pourraient expliquer ces variations.

Finalement, la sorcellerie se retrouve dans tous les milieux. A peu près une personne sur cinq (17%-22%) n'ayant pas fréquenté l'école, ou ayant un niveau primaire, collégial ou un baccalauréat dit avoir été victime de sorcellerie dans les deux dernières années. Le pourcentage diminue à 12% pour les répondants ayant fréquenté une école professionnelle ou l'université, mais augmente à 25% pour les répondants qui ont fréquenté l'école coranique.

INFORMATION : La radio et la famille/ les amis sont les médiums d'information les plus courants

Informer la population est primordial que ce soit pour permettre à la population d'avoir une meilleure connaissance sur les actions entreprises par le gouvernement ou les différentes organisations humanitaires, des messages et explications sur une nouvelle opération telle que la Cour Pénale Spéciale, ou faciliter l'engagement des centrafricains à participer à de nouvelles initiatives. Interrogés sur comment ils jugent leur accès à l'information, seulement 21% des répondants disent qu'ils ont un bon ou très bon accès à l'information. Sans surprise, les médiums les plus courants sont la radio (49%), et la famille et amis (43%). La TV et les journaux ainsi que les autorités viennent loin derrière avec seulement 1% des répondants y faisant référence.

Figure 8: Principale source d'information et fréquence d'écoute radiophonique (% oui)



Une majorité de répondants (58%) disent écouter l'information radiophonique tous les jours, ou de 2 à 6 jours par semaine. Les stations les plus fréquemment écoutées sont Ndeke Luka (45%), la radio centrafricaine, Guira FM (la radio de la MINUSCA), et RFI Afrique.

Toutefois, l'audience de chacune de ces stations est fonction de leur capacité de diffusion qui semble inégale à travers le pays. Ndeke Luka est écouté par seulement 1% des répondants dans la Sangha Mbaere mais par 79% des répondants à Bangui. La radio centrafricaine touche 0% des répondants dans la Nana Mambere mais 38% dans la Lobaye, alors qu'aucun répondant ne mentionne Guira FM dans la Lobaye mais que 52% des répondants de la Nana Gribizi disent l'écouter. L'ensemble de ces résultats indique l'importance de la radio pour informer la population. Les messages radiophoniques ont le potentiel d'être plus claires, fiables et constants, que la transmission d'information par le « bouche à oreille ». Ces résultats suggèrent aussi la nécessité de travailler avec plusieurs stations si l'objectif est de rejoindre une grande portion de la population.

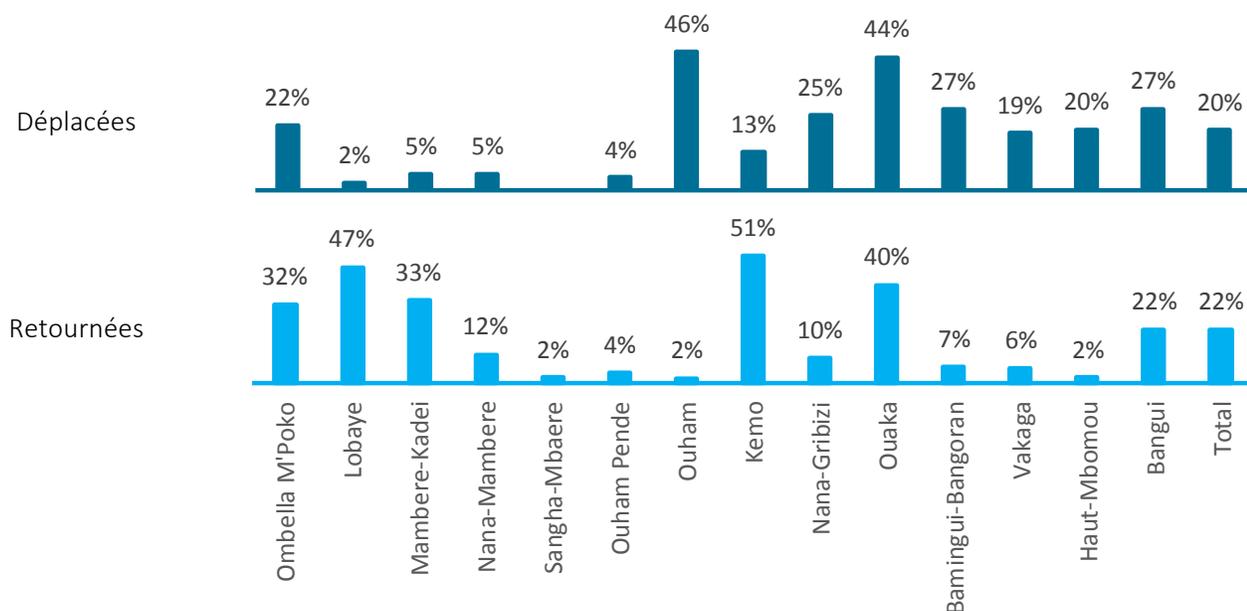
DÉPLACEMENT : L'insécurité est la principale barrière au retour. La présence des personnes déplacées et réfugiées a peu d'effet sur la population.

Depuis 2013, la situation de conflits dans le pays a créé une crise humanitaire avec des millions de personnes en besoin d'aide, et le déplacement de personnes à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Au 31 janvier 2018, le HCR estimait que 224,808 personnes vivaient dans les 73 sites de personnes déplacées répertoriés dans plus de 10 préfectures.² Une importante portion des personnes déplacées est aussi intégrée à la population. Afin d'avoir une meilleure connaissance de la situation de « déplacement », le sondage inclut une série de questions sur la situation actuelle des personnes déplacées et retournées, ainsi que sur l'effet de la présence des personnes déplacées ou réfugiées sur la population.

Situation actuelle

Parmi l'ensemble des répondants, 20% des personnes se considèrent déplacées, alors que 22% des répondants disent qu'après un déplacement elles sont maintenant de retour à leur lieu d'origine. A l'exception de la préfecture de l'Ombella M'Poko et de Bangui, la majorité des personnes déplacées se trouvent dans les préfectures du centre et du nord-est prônent aux conflits. La majorité des personnes retournées se trouvent dans Bangui, ainsi que dans des préfectures près de Bangui ou perçues au moment du retour comme sécuritaires telles que l'Ombella M'Poko, la Lobaye, la Mambere Kadei, la Kemo et la Ouaka.

Figure 9: Personnes déplacées et retournées par préfecture (% qui se considèrent déplacées ou retournées)



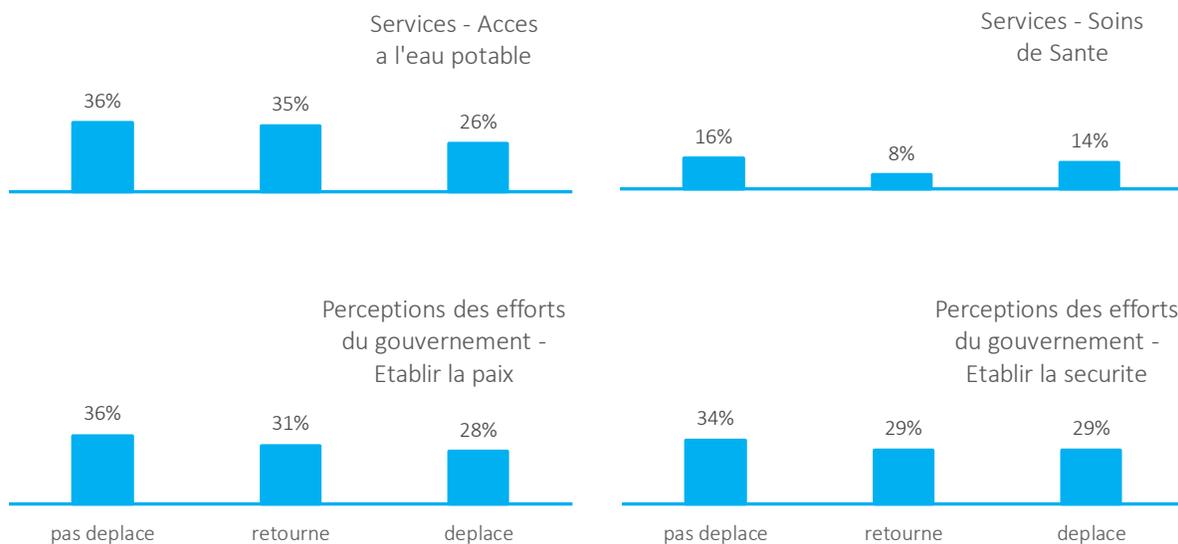
² UNHCR, CMP Janvier 2018, Statistiques détaillées des sites PDIs en RCA

Parmi les personnes retournées, 42% disent que leur expérience de retour a été positive. Parmi les personnes déplacées, 78% des répondants disent qu'ils désirent retourner chez eux. Toutefois, la question ne mentionne aucune période pour le retour (par exemple, désirez-vous retourner chez vous dans les six prochains mois ?) ce qui a pu influencer le pourcentage de réponses positives.

Parmi les personnes déplacées, les barrières au retour est l'insécurité dans leur quartier ou village ou la présence de conflits dans la zone où se situe leur quartier ou village (83%), le manque d'accès aux besoins de base tels qu'accès à l'eau potable, un logement, ou à la nourriture (56%), l'absence de forces de sécurité (24%) et le manque d'accès à la terre (19%). L'insécurité et les conflits sont toutefois la principale cause qui empêche les répondants de retourner chez eux indiquant l'importance de rétablir la sécurité avant que les personnes ne pensent et actuellement retournent chez eux.

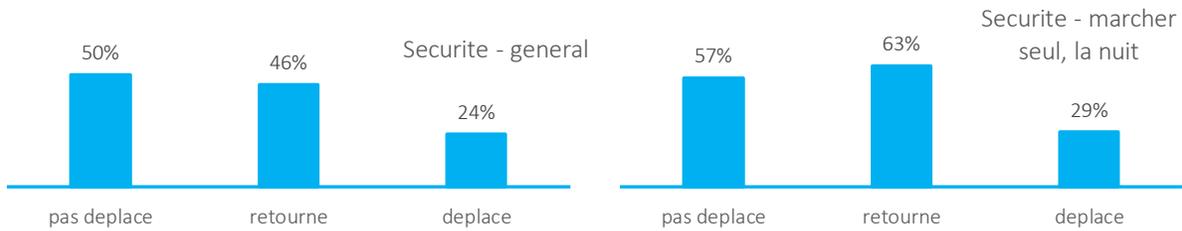
De façon générale, les personnes déplacées ont une perception plus négative de leur accès aux services et besoins de base, comparés aux personnes retournées et à la population locale.

Figure 10: Accès aux services (% bon et très bon) et perception des efforts du gouvernement (% positifs)



Toutefois, alors que les personnes retournées et les résidents permanents ont une perception similaire de la sécurité, les personnes déplacées se sentent moins en sécurité. Interrogés sur leur sentiment général de sécurité ou leur sentiment de sécurité lorsqu'ils marchent seuls la nuit, un résident ou une personne retournée sur deux disent se sentir en sécurité (résident - sentiment général : 50% ; marcher seul la nuit : 57% ; retournée - sentiment général : 46% ; marcher seul la nuit : 63%). Toutefois, moins d'une personne déplacée sur trois indique le même sentiment (sentiment général : 24% ; marcher seul la nuit : 29%). Ce peut être parce que l'environnement est encore peu familier pour les personnes déplacées, ou encore parce que le déplacement dû aux conflits a laissé un sentiment général d'insécurité qui perdure même lorsque les personnes se sont déplacées dans un lieu, en principe, plus sécuritaire.

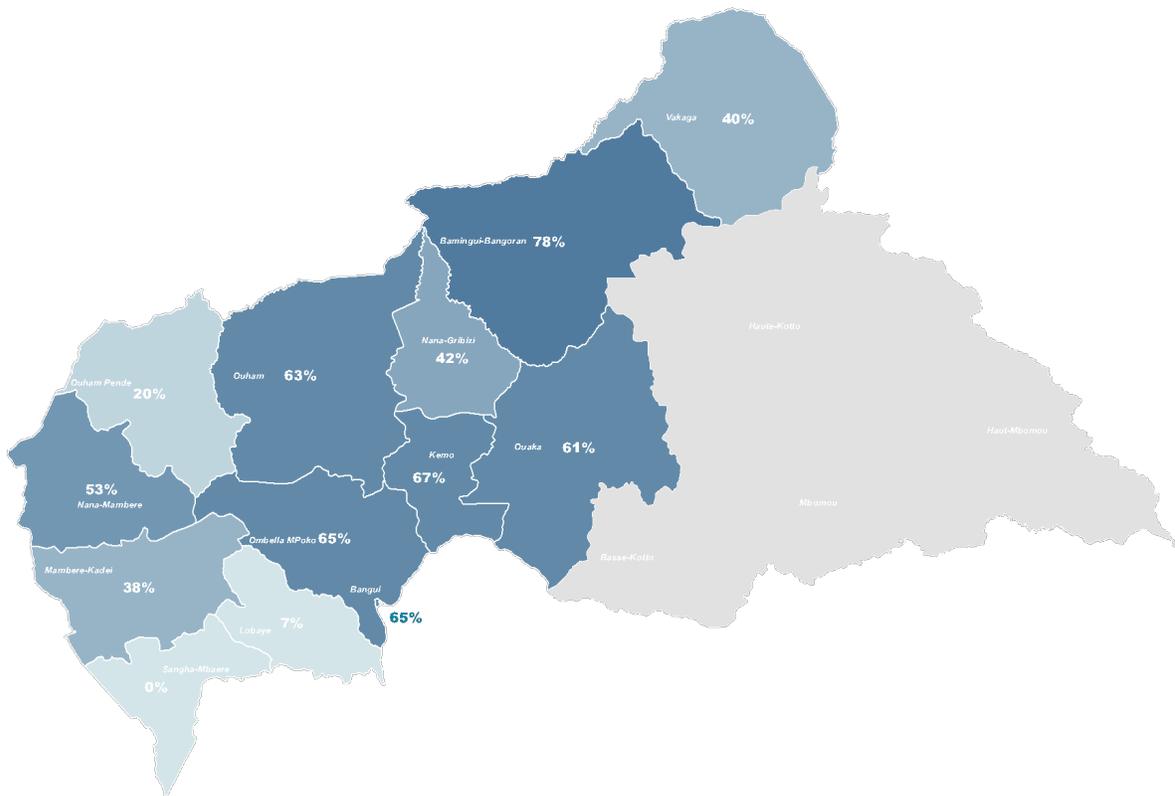
Figure 11: Sentiment de sécurité (% en sécurité)



Effets de la présence des personnes déplacées et réfugiées sur la population

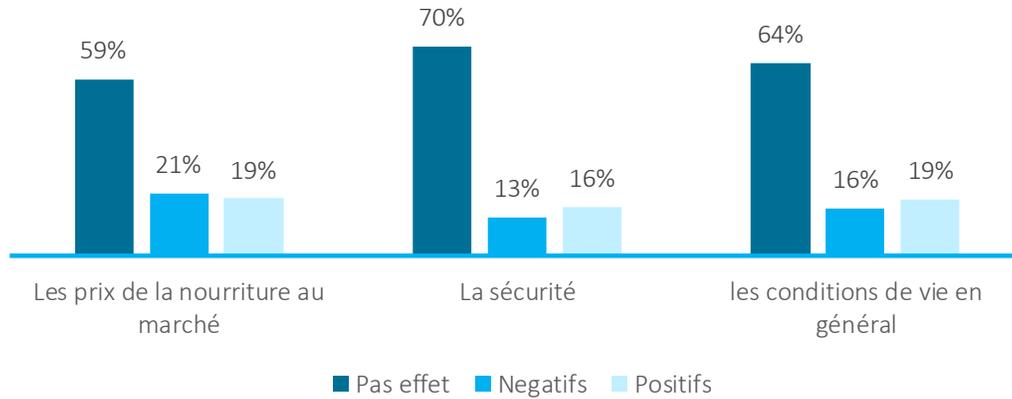
A peu près une personne sur cinq dit être déplacée ou retournée. Lorsque la population est interrogée sur la présence de personnes déplacées ou réfugiées dans leur quartier ou village, les répondants identifient une personne sur deux comme étant déplacées ou réfugiées (48%). Tel qu'indiquée par la population, les personnes déplacées et réfugiées se trouvent dans l'ensemble des préfectures à l'exception des préfectures de la Lobaye, Sangha Mbaere, et l'Ouham Pende. Les récentes attaques dans la préfecture de la Ouham Pende pourraient modifier cette perception.

Figure 12: Présence de personnes déplacées ou réfugiées dans le quartier/village par préfecture (% de personnes déplacées ou réfugiées tel qu'indiqué par les répondants)



La majorité des répondants ne perçoivent aucun effet de la présence des personnes déplacées et réfugiées sur les prix de la nourriture au marché (59%), la sécurité (70%) ou les conditions de vie en général (64%). Toutefois, une portion de la population, moins d'une personne sur cinq, perçoit que la présence des personnes déplacées ou réfugiées a des effets positifs ou négatifs sur les prix de la nourriture (négatif : 21% ; positif : 19%), la sécurité (négatif : 13% ; positif : 16%), et les conditions de vie en général (négatif : 16% ; positif : 19%).

Figure 13: Effets des personnes déplacées ou réfugiées sur la population



De façon générale, ces résultats indiquent que la majorité de la population accepte la présence des personnes déplacées et réfugiées. Toutefois, le sondage ne permet pas d'identifier depuis combien de temps les personnes déplacées ou réfugiées sont installées dans la communauté. Il est donc possible que la perception de la population varie dans le temps. Il est possible que la perception soit plus négative au moment d'un influx de personnes déplacées et réfugiées, mais que cette perception négative s'estompe lorsque les personnes déplacées et réfugiées s'installent et deviennent membres de la communauté.

Le projet de sondages paix, justice et sécurité est une initiative du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en collaboration avec la Harvard Humanitaire Initiative (HHI) et la MINUSCA Affaires civiles.



Au service
des peuples
et des nations



HARVARD
HUMANITARIAN
INITIATIVE

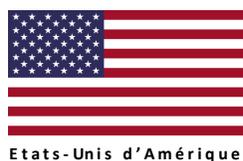


MINUSCA

En partenariat avec :



Avec le support de :



Etats-Unis d'Amérique



From
the People of Japan



*Et le soutien
additionnel de :*



MacArthur
Foundation

Pour consulter le rapport en ligne et les cartes interactives, visiter www.peacebuildingdata.org/CAR

© Harvard Humanitarian Initiative, Programme des Nations Unies pour le Développement

Les informations fournies et les opinions exprimées dans cette publication
ne reflètent pas nécessairement le point de vue des partenaires du projet